

Européennes 2019

© V. VIANNET



Liste conduite par

Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier

**Contre le grand capital,
le camp
des travailleurs**

lutte
ouvrière 

Sommaire

Les raisons de voter Lutte ouvrière aux élections européennes 2

Contre la domination du grand capital	2
Salariés ou retraités, embauchés, précaires ou au chômage, vous tous qui vivez de votre travail, exprimez vos exigences !	3
Augmentations massives des salaires, des pensions et des allocations	
Indexation de leur montant sur la hausse des prix	5
Interdiction des licenciements	7
Imposer le contrôle des travailleurs sur la marche des entreprises	8
Plus que Macron, combattre le système capitaliste	9
Un système économique en faillite	11
Engager le combat contre la classe capitaliste	12
Le rôle déterminant des travailleurs	13
Les élections européennes :	
une occasion d'affirmer nos intérêts de classe	16
L'Union européenne	17
Quitter l'Union Européenne pour retrouver de la souveraineté? Une diversion et un mensonge	18
Il faut renverser le capitalisme	19
La nécessité d'un parti révolutionnaire	21
L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes	22

Quelques-unes de nos positions 26

Fiscalité: « L'impôt saigne le malheureux »	26
Le protectionnisme ne protège pas les travailleurs	27
La mondialisation, base économique du communisme	29
Contre l'oppression des femmes	30
Migrants: des travailleurs qui doivent avoir le droit de circuler et de s'installer pour gagner leur pain	31
Le terrorisme, produit de l'ordre capitaliste mondial	33
Écologie: la véritable menace contre l'environnement et la planète, c'est le capitalisme	34



Les raisons de voter Lutte ouvrière aux élections européennes

La construction européenne a 60 ans. Quel est son bilan ? Pour les travailleurs, il n'y a même pas de salaire minimum européen. Pour les femmes, pas même la généralisation du droit à l'IVG ! En matière d'environnement, nous courons à la catastrophe. L'Union européenne a été conçue par et pour les groupes capitalistes. Sa politique est l'image de toute la société où seuls comptent l'argent et les rivalités commerciales.

Mais nous ne sommes pas de ceux qui vantons le repli national. Les frontières ne protègent pas les travailleurs. Elles n'empêchent ni les crises économiques, ni l'exploitation, ni la rapacité des capitalistes à commencer par ceux de notre propre pays. Elles entretiennent les inégalités et sont des obstacles pour ceux qui cherchent un endroit où gagner leur vie.

Construire une Europe sociale soucieuse des peuples, de la planète ne se fera qu'en ôtant à la minorité capitaliste son pouvoir sur l'économie et la société.

Contre la domination du grand capital

Défendre nos conditions de vie et notre pouvoir d'achat exige de s'affronter à la grande bourgeoisie qui tient les commandes. Les gilets jaunes ont exprimé une juste colère contre la politique antiouvrière de Macron. Mais les donneurs d'ordre sont ceux qui possèdent les banques et les multinationales de l'industrie, de la grande distribution de l'énergie et des transports. Ce sont eux les premiers responsables du recul social.

Ces grands capitalistes ne brisent pas de vitrines, ils brisent des vies ! En fermant des usines, en licenciant, en laminant les salaires, en aggravant les conditions de travail. Ils répandent dans les classes populaires la peur du lendemain, celle de ne pas pouvoir payer son loyer, ou d'avoir à se priver sur l'alimentation, le chauffage ou les soins.

Salariés ou retraités, embauchés, précaires ou au chômage, vous tous qui vivez de votre travail, exprimez vos exigences !

Chacun doit pouvoir vivre d'un emploi payé correctement. Il faut prendre sur les milliards de profits pour augmenter les salaires, les allocations et les pensions de retraite, et les indexer sur les prix. Il faut interdire les licenciements et imposer la répartition du travail entre tous sans perte de salaire.

Vouloir contrôler ce que fait l'État de nos impôts est légitime. Mais contrôler les fortunes qui s'accumulent entre les mains de quelques milliers de grands bourgeois l'est tout autant. Le grand capital s'approprie les richesses créées par ceux qui travaillent. Il écrase nombre de commerçants, de paysans et d'artisans qui, tout en travaillant d'arrache-pied, ne vivent pas mieux.

Tant que cette minorité capitaliste domine, il n'y aura pas de partage des richesses. Et plus grave, la collectivité ne pourra pas gérer l'économie de façon à assurer à tous une vie digne de ce siècle. La concurrence pour le profit privé est devenue un obstacle au progrès social. La société n'a jamais été aussi riche. Et les urgences hospitalières, les maternités, les Ehpad et l'Éducation manquent de moyens ! Entretenir les routes, les ponts ou les voies de chemin de fer et en finir avec l'habitat insalubre serait impossible ! Les formidables possibilités de la société sont gâchées.

La seule devise du grand capital, c'est « après moi le déluge ». L'avenir, c'est de le renverser en l'expropriant et en prenant la maîtrise des banques et des groupes industriels et commerciaux pour décider collectivement de ce qui doit être produit et comment.

En votant Lutte ouvrière,

Vous marquerez votre opposition au gouvernement Macron, en rejetant ceux qui veulent le remplacer mais respectent le pouvoir de la grande bourgeoisie,

Vous exprimerez les exigences des travailleurs et de l'immense majorité,

Contre l'Europe du capital, la tentation du repli sur soi, le nationalisme et le racisme, vous défendrez la perspective d'une Europe réellement unifiée et ouverte sur le monde qui garantisse la liberté de circulation et d'installation,

Vous affirmez la nécessité d'une Europe débarrassée du capitalisme et fondée sur des relations égalitaires entre les peuples, sans rapports de concurrence ni de domination.



Travailleuses, travailleurs,

Après s'être déconsidérés au sommet de l'État, provoquant l'éclatement des anciens partis et le dégoût des électeurs, les politiciens qui aspirent au pouvoir voudraient remplacer l'ancienne opposition gauche-droite par une nouvelle alternative tout aussi frelatée. D'un côté, la politique portée par Macron et sa candidate Nathalie Loiseau : la défense de l'Union européenne qui permettrait selon eux d'être en meilleure posture face à la concurrence économique mondiale ; de l'autre, celle des Le

Pen, Dupont-Aignan, Asselineau mais aussi Mélenchon, qui voudraient nous faire croire que l'Europe est responsable de tous nos malheurs. Ces deux politiques sont des impasses et des diversions pour les travailleurs.

Les problèmes vitaux des travailleurs, des retraités, des chômeurs, ce sont les fins de mois de plus en plus difficiles à cause des salaires et des pensions qui ne permettent pas de vivre dignement. Ce sont encore la crainte de perdre son emploi, l'impossibilité d'en retrouver un nouveau malgré des démarches épuisantes et souvent humiliantes, la menace de se retrouver à Pôle emploi puis au RSA quand les droits à l'indemnité chômage sont épuisés.

Ces deux problèmes, l'emploi et le pouvoir d'achat, découlent directement de la volonté des capitalistes d'augmenter sans cesse leurs bénéfices en bloquant les salaires, en rabaissant une prime, en réduisant les postes et en multipliant les emplois précaires et sous-payés. Pour multiplier les crédits d'impôts aux entreprises et aux plus riches, pour consacrer une part toujours plus grande du budget de l'État à gaver la finance, le gouvernement ampute les retraites et les allocations ; il supprime des emplois utiles dans les hôpitaux ou l'éducation ; il fait reculer la condition ouvrière en démolissant le Code du travail.

Les travailleurs ne peuvent pas défendre leur droit à l'existence et leur droit à la dignité sans prendre sur les profits des capitalistes, sans remettre en cause leur mainmise sur toute l'économie et sur toute la vie sociale. Les intérêts de ces deux classes sociales, les capitalistes et les travailleurs, sont diamétralement opposés.

Augmentations massives des salaires, des pensions et des allocations Indexation de leur montant sur la hausse des prix

Si le smic est officiellement le salaire minimum, combien de travailleurs précaires ou à temps partiel imposé, de retraités ayant



pourtant travaillé toute leur vie, ne gagnent même pas le smic? Et pourtant, on ne peut pas vivre décemment avec 1200 euros par mois. Après avoir payé les frais fixes, le loyer, les crédits, le carburant, le transport, le gaz, l'électricité, les assurances, etc. il ne reste plus grand-chose pour la nourriture, les

vêtements, les loisirs. Il faut un minimum de 1800 euros net par mois pour les salaires et les pensions et une augmentation minimale de 300 euros de tous les salaires. Et pour que ce rattrapage ne soit pas réduit à rien par l'inflation, il faut imposer l'indexation des salaires et des pensions sur le coût de la vie.

Quand on exige une augmentation du smic, le patronat, Macron et ses porte-parole, comme la plupart des politiciens, répondent doctement que cela tuerait les petites entreprises. Qu'elles soient réelles ou supposées, les difficultés des petits patrons servent toujours de feuille de vigne pour défendre les intérêts des plus gros. Mais si les petits patrons ont des difficultés, ce n'est pas à cause des travailleurs. C'est parce que leurs donneurs d'ordre, souvent des grands groupes, leur imposent des prix comprimés pour leur donner le marché. C'est à cause des banques qui refusent de leur faire des facilités de trésorerie. Des petits patrons écrasés par plus fort qu'eux, il y en aura toujours car l'économie capitaliste, c'est la loi



Avant son arrestation, Carlos Ghosn gagnait plus de 38 fois le smic mensuel par jour.

de la jungle. Par ailleurs, la chute du pouvoir d'achat de millions de consommateurs met en difficulté les commerçants et les artisans qui perdent leur clientèle et mettent la clé sous la porte.

Les patrons répètent qu'une augmentation du smic dégraderait la compétitivité des entreprises, qu'il faut réduire les coûts de production face à la concurrence internationale. Mais c'est toujours aux travailleurs qu'ils demandent de réduire leur salaire et de faire des sacrifices. Jamais les dirigeants des groupes capitalistes ne proposeront de diminuer les dividendes versés aux actionnaires ou de baisser leurs propres salaires pour gagner en compétitivité. La concurrence et la compétitivité ne sont jamais invoquées quand il s'agit d'augmenter les salaires des grands PDG, comme celui de Renault-Nissan, Carlos Ghosn, qui gagnait, jusqu'à son arrestation au Japon, plus de 45 000 euros par jour.

Leurs discours sur la concurrence ne servent qu'à imposer des sacrifices aux travailleurs, dans le seul but d'augmenter leurs profits. Il faut refuser ce chantage ! Nos besoins vitaux, notre droit à l'existence doivent passer avant les profits et la fortune personnelle des actionnaires et des capitalistes. Les travailleurs ont le droit de revendiquer un salaire permettant de vivre correctement.

Interdiction des licenciements

Malgré les dividendes versés aux actionnaires, les licenciements, les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines ne cessent pas. De Ford à Sanofi, en passant par Carrefour, PSA, Castorama ou Vallourec, la liste des entreprises qui suppriment des emplois est sans fin.

Six millions de travailleurs sont ainsi condamnés au chômage ou à des emplois précaires à temps partiel. En dix ans, le nombre de chômeurs officiellement recensés, toutes catégories confondues, a quasiment doublé. Et pendant ce temps, ceux qui ont un emploi, qu'ils travaillent dans le public ou dans le privé, doivent subir des cadences infernales, des charges de travail toujours plus dures avec des départs de moins en moins remplacés.

Pour mettre un terme à cette aberration, pour permettre à chaque travailleur au chômage de retrouver un emploi, de retrouver la dignité d'être utile à la société et de retrouver une vie sociale, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, sans baisser les salaires. Une telle mesure s'oppose frontalement aux intérêts du patronat. Elle ne peut être imposée que par une mobilisation collective des travailleurs qui modifierait en profondeur le rapport de force avec la bourgeoisie.



Avec la liquidation judiciaire de la papèterie Arjowiggins à Bessé-sur-Braye, dans la Sarthe, ce sont plus de 600 travailleurs qui vont perdre leur emploi.

Imposer le contrôle des travailleurs sur la marche des entreprises

Le mouvement des gilets jaunes a mis en avant la nécessité de contrôler ce que l'État et les élus font de nos impôts. C'est une aspiration légitime. Mais on ne peut pas contrôler vraiment l'usage qui est fait de l'argent public sans contrôler toutes les sommes gigantesques brassées par les capitalistes. D'abord parce que l'essentiel du budget de l'État revient directement ou indirectement aux capitalistes, sous forme de subventions, de crédits d'impôts, d'infrastructures de toute nature. Ensuite parce que les profits faramineux des grandes entreprises et des banques sont produits par le travail des salariés. Les travailleurs doivent contrôler les comptes des grandes entreprises et des banques. Ils doivent savoir où vont les milliards produits par leur exploitation.

Les travailleurs sont les mieux placés pour effectuer ce contrôle car, par leur rôle vital au cœur même de la production, ils contrôlent déjà toutes les étapes, les moindres détails de l'activité économique.

Dans l'industrie, ce sont des travailleurs qui réalisent les contrôles de qualité ou de sécurité. Les magasiniers savent prévoir les ruptures de stocks et alertent avant que cela ne devienne un problème. Les caristes trouvent des solutions pour stocker le trop-plein de

pièces. Les travailleurs du secteur de l'énergie contrôlent la sécurité et la fiabilité des réseaux d'électricité ou de gaz. Dans les hôpitaux, ce sont les infirmières qui contrôlent le contenu des perfusions qu'elles posent aux patients.

Pourtant, si les travailleurs contrôlent toutes les étapes de la production, ils le font aujourd'hui pour le compte de la seule bourgeoisie. Sauf à risquer leur emploi, ils ne peuvent pas dénoncer et rendre publiques les pratiques ordinaires des capitalistes. Et pourtant, l'actualité montre régulièrement quelles sont ces pratiques. L'arrestation de Carlos Ghosn a montré comment les comptes maquillés

Me contrôler,
mais pourquoi faire ?





Les laboratoires Servier ont caché pendant des années les effets néfastes du Mediator, avec la complicité de l'État français. Bilan : 2 000 morts !

ou les avantages aux frais de l'entreprise étaient monnaie courante. Les tests trafiqués sur les moteurs Diesel dans l'industrie automobile ; l'affaire du Mediator ou du Levothyrox dans la pharmacie ; la collusion entre Boeing et les autorités de régulation américaines dans l'aéronautique : les cas où le secret des affaires sert à camoufler des malversations et des économies criminelles

sur la sécurité sont nombreux. Et il ne s'agit là que des cas qu'une catastrophe ou un scandale a révélés au grand public.

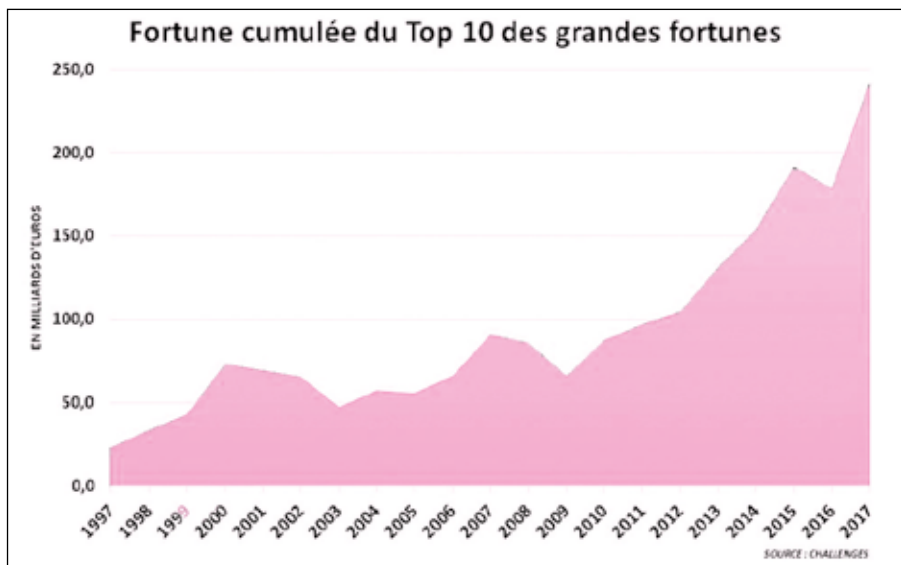
C'est encore le secret des affaires, le secret bancaire qui facilitent l'évasion fiscale à grande échelle. Et quand un employé de banque rend publiques des pratiques illégales, comme ce cadre d'UBS qui avait dénoncé le vaste système de fraude fiscale de la banque suisse, il est licencié et poursuivi en justice. Aujourd'hui, c'est un crime puni par la loi, pour un travailleur ou pour un lanceur d'alerte, de dévoiler les projets néfastes de l'entreprise qui l'emploie ou les combines dont il a connaissance.

Le secret commercial, le secret bancaire et le secret des affaires font partie des armes du grand capital pour imposer sa domination sur toute la société. La levée de ces secrets doit être un objectif des travailleurs.

Plus que Macron, combattre le système capitaliste

Si Macron concentre sur lui toute la haine des classes populaires – ce qu'il n'a pas volé avec sa politique au service des riches – il n'est au fond qu'un serviteur des grands patrons, qui possèdent les capitaux et donc les usines, les banques, les entreprises.

Malgré les millions d'euros d'argent public mis sur la table par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, le patron de Ford a refusé de revendre son usine de Blanquefort au repreneur qui s'était présenté. En leur temps, Hollande ou Sarkozy n'avaient pas plus réussi à empêcher ArcelorMittal de fermer les hauts fourneaux de Florange



La fortune cumulée des dix capitalistes les plus riches de France est passée de 22,9 milliards d'euros à 240,8 milliards d'euros entre 1997 et 2017. Parmi les premiers de la liste : trois grands patrons de l'industrie du luxe, Bernard Arnault – LVMH, Alain et Gérard Wertheimer – Chanel, Axel Dumas – Hermès ; et Françoise Bettencourt-Meyer – L'Oréal, Gérard Mulliez – Auchan, Dassault, Besnier – Lactalis...

ni PSA l'usine d'Aulnay-sous-Bois. Les capitalistes font ce qu'ils veulent, quand ils le veulent.

Face aux menaces climatiques qui pèsent sur l'humanité, face aux scandales sanitaires ou écologiques qui se succèdent, révélant comment les consommateurs, les riverains ou les travailleurs sont empoisonnés, les rivières et les océans pollués, les gouvernements s'agitent. Ils multiplient les sommets et les accords internationaux. Mais à la fin ce sont toujours les constructeurs automobiles, les laboratoires pharmaceutiques ou les géants de l'énergie qui décident comment ils produisent, avec comme seul horizon le profit.

Le pouvoir du grand capital est celui d'une minorité de grands bourgeois qui monopolisent les richesses. Aujourd'hui, en France, les 20 personnes les plus riches possèdent autant que 40% de la population. Ces fortunes ont été obtenues par l'exploitation de millions de travailleurs, ici et dans le reste du monde. Bernard Arnault doit sa fortune aux petites mains de LVMH. Les membres de la famille Mulliez se sont enrichis sur le dos des 300 000 salariés du groupe Auchan dans le monde et des dizaines de milliers de salariés des autres marques qu'elle possède. Dans ce palmarès, les

autres s'appellent Dassault, Peugeot, De Wendel, Michelin, Bolloré, Dentressangle, Pinault, Bouygues. Ce sont eux les vrais maîtres de la société.

Un système économique en faillite

Le capitalisme est en bout de course. Aujourd'hui les capitalistes immobilisent de moins en moins de capitaux dans la production parce qu'ils n'ont aucune confiance dans l'avenir de leur propre économie et parce qu'ils gagnent plus dans la finance. Le dramatique effondrement du pont de Gênes en août dernier est venu illustrer l'état des autoroutes italiennes. L'état des ponts et des routes en France ou en Allemagne ne vaut guère mieux. Aux États-Unis, la vétusté des installations électriques a provoqué des incendies tragiques en Californie.

Malgré les milliards versés par les États aux capitalistes, sous prétexte de relancer les investissements, l'économie stagne. L'effondrement du pouvoir d'achat des classes populaires, les suppressions d'emplois, l'austérité réduisent encore les marchés. C'est un cercle vicieux. Comme le montre le retour du protectionnisme, la concurrence entre capitalistes est de plus en plus dure. Et la concurrence, c'est la guerre généralisée. Si cette guerre reste, pour le moment, seulement commerciale, la bourgeoisie la mène avec la peau des travailleurs. Les profits qu'elle ne trouve pas dans le développement de ses marchés, elle les cherche en aggravant l'exploitation et les

conditions de travail, en comprimant les salaires et les emplois.

L'argent que les capitalistes ne mettent pas dans les entreprises est orienté vers la finance. Depuis la crise de 2008, la spéculation financière est repartie de plus belle. La finance est un cancer qui menace de nous faire basculer à tout moment dans un nouveau krach.



La domination de la bourgeoisie sur toute la société est de plus en plus parasitaire. Elle engendre des inégalités de plus en plus criantes. Le capitalisme est un obstacle devant l'avenir de toute la société qu'il faut dégager de toute urgence.

Engager le combat contre la classe capitaliste

Engager le combat contre les capitalistes est une nécessité vitale car ce sont eux qui accaparent toutes les richesses créées par les travailleurs. Ce sont eux qui transforment des régions entières en déserts, qui sèment le chômage et la désolation dans les familles populaires. Se mettre en lutte pour imposer aux patrons des augmentations de salaires conséquentes, pour leur interdire de licencier, pour les obliger à embaucher, à répartir le travail entre tous sans réduire les salaires, est la seule façon pour les travailleurs d'imposer leur droit à l'existence.

Les seules entreprises du CAC 40, les Sanofi, Peugeot, Michelin et autres, ont dégagé 87 milliards d'euros de bénéfices en 2018. Ces milliards ne servent ni à investir, ni à créer des emplois, ni à augmenter les salaires. Ces richesses créées par des travailleurs de plus en plus pressurés sont distribuées aux actionnaires et viennent alimenter le puits sans fond de la spéculation financière. Toutes les lois et les réformes votées sous prétexte d'améliorer la compétitivité des entreprises, permettent d'augmenter toujours plus la part qui revient aux capitalistes au détriment des travailleurs.

Aujourd'hui, des multimilliardaires réservent un billet pour faire le tour de la Lune en 2023. Des entreprises investissent des dizaines,

MIGALOO-SUBMARINES



Pendant que les milliardaires sont prêts à investir dans des îles artificielles transformées en palais, les employés des Ehpad manifestent contre le manque de moyens dans leurs établissements.

des centaines de milliards pour répondre à ce genre de caprices de riches ou, pire encore, alimentent la spéculation. Et le gouvernement dit qu'il n'y a pas d'argent pour les urgences hospitalières saturées, les Ehpad ou l'habitat insalubre.

Une infime minorité accapare les fruits du travail collectif et décide seule de choix engageant toute la société. Et on nous parle de démocratie ? La véritable démocratie et le « pouvoir du peuple » n'auront de sens qu'une fois la minorité capitaliste détrônée, quand toute la population pourra donner son avis et surtout participer aux décisions concernant la gestion collective des grandes entreprises qui dominent l'économie.

Les travailleurs produisent les profits extravagants des actionnaires mais ils n'ont aucun droit de décider de l'usage de ces capitaux. Il est interdit de les réquisitionner quand bien même ils sont gaspillés par les riches alors que la société aurait un besoin urgent de ces capitaux pour investir dans le logement, les transports, la santé ou l'éducation. Ces richesses, pourtant créées par le travail collectif de dizaines de milliers de travailleurs, échappent à la société. C'est ce qu'il faut changer.

Nous ne trouverons pas de solution à nos problèmes élémentaires tant que l'économie sera organisée en fonction des intérêts et du profit qu'une minorité peut en retirer. Il ne suffit pas d'en appeler à une meilleure répartition des richesses. Car il ne peut pas y avoir de répartition plus juste tant que le pouvoir appartient à la minorité qui contrôle ces richesses. Il faut que les luttes de la classe ouvrière imposent le contrôle sur le grand capital pour permettre aux travailleurs de connaître l'usage fait des capitaux et de le contester. C'est dans cette contestation des pouvoirs de la bourgeoisie que s'imposera la nécessité du passage des capitaux dans les mains des classes laborieuses.

Exproprier le grand capital, collectiviser les moyens de production est le seul moyen pour réorganiser de fond en comble la production et faire en sorte qu'elle ne réponde pas à la demande de profits d'une minorité mais aux besoins réels de toute la population.

Le rôle déterminant des travailleurs

Les travailleurs salariés ne sont pas les seuls à subir les méfaits de la domination du grand capital sur toute l'économie. Les petits paysans, les artisans, certains petits patrons qui travaillent en



Janvier 2019 : la place du Capitole, à Toulouse, envahie par les gilets jaunes.

sous-traitance, subissent le diktat de la grande distribution, de leurs donneurs d'ordre, de leur banque. Eux aussi subissent de plein fouet la crise économique.

Cela en a d'ailleurs poussé certains à participer au mouvement des gilets jaunes. Pour assurer l'unité du mouvement, les gilets jaunes ont banni de leurs revendications ce qui était source de désaccord. Du coup, les intérêts spécifiques et les revendications de classe des travailleurs, qui opposent fondamentalement les salariés au grand patronat, ne se sont pas exprimés clairement. En refusant de viser le grand capital et ses profits accumulés pour créer des emplois et augmenter les salaires, en faisant de Macron et de l'État ses seules cibles, le mouvement des gilets jaunes s'est engagé dans une impasse.

Si l'unité est incontestablement nécessaire dans le combat contre la classe capitaliste, toute la question est de savoir derrière quelles revendications elle se fait et quelle classe sociale prend la tête de la lutte. La classe ouvrière peut et doit se faire le porte-parole de toutes les catégories sociales victimes du capitalisme. Lutter pour les exigences élémentaires de la classe ouvrière, c'est se battre pour que ceux qui produisent les richesses ne soient pas poussés vers la déchéance, c'est sauver ce que la société a de plus vital. C'est

se battre pour la jeunesse, c'est se battre pour l'avenir de toute la société.

Les travailleurs ne sont pas forcément plus combattifs que d'autres catégories sociales. Mais ils sont au cœur même de la production capitaliste. Ils sont rassemblés et concentrés tous les jours sur leurs lieux de travail. Ils peuvent discuter de l'actualité et de leurs intérêts de classe, confronter leurs points de vue, préparer leurs réactions collectives. Ils produisent tout ce qui permet le fonctionnement de la société ; ils chargent et conduisent les camions ; ils approvisionnent les supermarchés, remplissent les rayons, tiennent les caisses. La police et la gendarmerie peuvent évacuer des ronds-points, empêcher le blocage des raffineries ou des zones industrielles, mais elles ne peuvent pas raffiner le carburant ni faire tourner les machines à la place des travailleurs.

Plus encore, les travailleurs sont les seuls capables de faire le poids contre le grand capital parce qu'ils réalisent les chiffres d'affaires des grands industriels et des banques. Ils créent leurs profits. Sans les travailleurs, le grand capital ne peut pas prospérer. Cela leur donne un levier incomparable pour peser sur la classe capitaliste.

Et on ne peut que constater après cinq mois du mouvement des gilets jaunes : les manifestations du samedi, l'occupation des ronds-points ou encore la destruction de quelques vitrines de magasins ne



Une usine occupée par les travailleurs lors de la grève générale de 1936.

suffisent pas à faire reculer le gouvernement car cela laisse les capitalistes indifférents. Pour leur faire peur au point de les faire reculer, il faut toucher à leurs profits. Ce que les Peugeot, Arnault, Michelin craignent par-dessus tout, c'est que les travailleurs n'acceptent plus de se faire voler le fruit de leur travail, qu'ils contestent leur domination sur les grandes entreprises, qu'ils commencent à les occuper comme ils l'ont fait en 1936.

Les travailleurs ne sont pas seulement les mieux placés pour renverser la bourgeoisie. Ils sont porteurs d'une nouvelle organisation économique. Il ne suffit pas de vouloir renverser un système, encore faut-il savoir par quoi et comment le remplacer. Eh bien les salariés, à commencer par ceux des grands groupes, offrent la réponse. Parce qu'ils font déjà tourner collectivement les entreprises, ils peuvent construire une économie fondée sur la gestion collective des grands moyens de production ; une organisation économique sans bourgeoisie, sans exploitation, sans classe sociale destinée à satisfaire les besoins fondamentaux de tous.

Les élections européennes : une occasion d'affirmer nos intérêts de classe

Un tel changement radical de la société ne viendra pas des élections. Les élections n'ont jamais permis de changer le cours des choses. Elles sont par contre une occasion à saisir pour faire entendre nos intérêts, nos exigences et nos perspectives. C'est pourquoi Lutte ouvrière présente une liste, que je conduis avec Jean-Pierre Mercier, pour les élections européennes du 26 mai. Cette liste est composée d'ouvriers, techniciens, employés, infirmières, enseignants, retraités.

À travers ces élections, nous voulons affirmer qu'aucun des problèmes de la société, depuis les menaces sur l'environnement et le climat jusqu'aux besoins les plus élémentaires des travailleurs, emploi, salaire, retraite, ne pourra être résolu sans renverser le pouvoir politique du grand capital, sans exproprier les grands groupes capitalistes et les banques, pour les soumettre au contrôle de la collectivité. Nous voulons affirmer que les travailleurs, quelles que soient leur nationalité, leur origine ou leur religion, appartiennent à la même classe, avec les mêmes intérêts, et ont à mener un même combat pour leur émancipation et pour offrir une perspective de progrès à l'ensemble de la société.

L'Union européenne

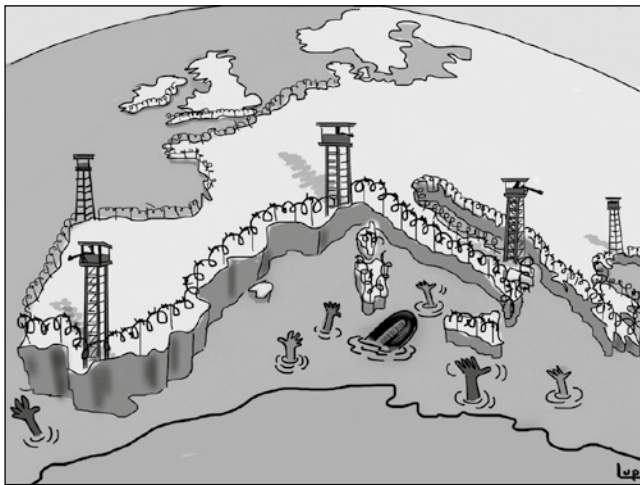
L'Union européenne n'est pas ce vaste espace de liberté et de prospérité vanté par ses promoteurs. Bâtie par les capitalistes pour tenter de compenser l'étroitesse de leurs marchés nationaux respectifs, elle est travaillée par les inégalités. Dans l'est de l'Europe le salaire minimum reste partout inférieur à 500 euros. La Grèce, l'Espagne ou le Portugal ont été ravagés par le chômage. Et dans les pays les plus riches comme dans les plus pauvres, ce sont les mêmes capitalistes de l'industrie, des banques et de la distribution, les Carrefour, Total, Siemens ou Nestlé, qui règnent.

Partout en Europe, pour augmenter toujours davantage leurs profits, cette minorité de grands industriels, banquiers, spéculateurs en tout genre, mène une véritable guerre sociale contre les classes populaires. Partout les travailleurs sont confrontés aux licenciements, au chômage de masse, à la démolition des services publics à la baisse des salaires. Dans cette guerre sociale, les capitalistes utilisent toutes les institutions, celles de l'Union européenne comme celles de leurs États nationaux respectifs qui ne valent pas mieux.



Lors de la lutte des travailleurs de Continental – Clairoux contre la fermeture de leur entreprise, le comité d'accueil de leurs collègues allemands à l'arrivée des grévistes à Hanovre pour une manifestation commune.

Ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle de l'Europe, les travailleurs ne doivent se laisser diviser et opposer les uns aux autres. Les travailleurs d'Europe ont rigoureusement les mêmes intérêts. Il faut qu'ils se défendent ensemble et qu'ils fassent bloc. Les droits sociaux, comme le smic, doivent être alignés sur les plus avancés; les droits des femmes, comme le droit à l'avortement, qui est encore refusé à Malte, quasiment interdit en Pologne, doivent être alignés sur les plus progressistes d'Europe.



L'Union européenne n'a pas fait disparaître une seule frontière. Leur Europe est aujourd'hui plus morcelée qu'elle ne l'était il y a un siècle. Elle dresse à ses frontières des murs ou des barbelés qui enferment les travailleurs des pays pauvres dans leurs prisons de misère. Nous devons défendre le droit pour tous les migrants de circuler comme ils le veulent et de s'installer où ils le décident. C'est une question de vie ou de mort pour des milliers de femmes et d'hommes et c'est une façon d'empêcher les patrons d'opposer les travailleurs les uns aux autres selon leur nationalité, leur origine ou leur statut.

Mais on ne pourra pas réaliser une véritable unification de l'Europe, une unification qui abolira les frontières anachroniques forgées à l'époque de la bougie ou de la marine à voile, sans renverser le pouvoir de la bourgeoisie. On ne pourra pas donner naissance à une Europe débarrassée de la misère, du chômage et des inégalités, on ne pourra pas garantir des droits démocratiques pour tous, sans renverser l'ordre social capitaliste. Notre projet pour l'Europe est celui des États-Unis socialistes d'Europe, premier pas vers une république socialiste universelle; premier pas pour réorganiser l'économie et la société à l'échelle où se déroule la vie économique et sociale.

Quitter l'Union européenne pour retrouver de la souveraineté ? Une diversion et un mensonge

Quitter l'Union européenne pour organiser un Frexit à l'image du Brexit n'améliorera en rien le sort des travailleurs. L'UE n'est que

l'émanation des États nationaux et de leur politique antiouvrière. Ces derniers ne sont pas meilleurs pour les opprimés. L'État français ne défend pas plus les intérêts des travailleurs. Il est au service

de Dassault pour acheter ses Rafale ou les vendre aux quatre coins du monde.

Il permet à Vinci, Veolia ou Bolloré d'emporter des marchés, en France ou en Afrique. Il est au service du grand patronat pour faciliter l'exploitation patronale et démolir le Code du travail, comme l'a fait Macron.

Sortir de l'Union européenne ne réglera pas les problèmes des travailleurs. Après le vote du Brexit, les travailleurs britanniques sont confrontés à une hausse des prix,

à de nouvelles pressions pour être encore plus compétitifs. Les démagogues promettaient aux classes populaires une amélioration des services de santé et du niveau de vie avec le Brexit. Ce qui est de plus en plus évident, c'est que les multinationales réorganisent leur production à l'échelle de l'Europe, ce qui supprimera des dizaines de milliers d'emplois. Les contrôles des 10 000 camions qui franchissent chaque jour les frontières vont provoquer des ruptures d'approvisionnement et des taxes supplémentaires. Le Brexit sert désormais de prétexte pour justifier de nouveaux sacrifices. Quant aux banques de la City et aux grandes entreprises, elles se débrouilleront pour que leurs affaires continuent comme avant.

Si l'Union européenne n'est pas belle à voir, les États nationaux ne le sont pas plus. On peut faire remarquer à tous ceux qui nous expliquent que l'UE est le bras armé de la bourgeoisie, que ce ne sont pas les forces de l'ordre européennes qui ont réprimé les manifestations de ces dernières semaines, c'est la police française, avec un ministre de l'Intérieur bien de chez nous. Avant d'être défendus par l'UE, les intérêts de la bourgeoisie sont protégés par l'État national.

Il faut renverser le capitalisme

Le capitalisme, fondé sur l'exploitation et la domination de la classe sociale qui monopolise les capitaux, est une fabrique à





L'une des sales guerres en cours actuellement se déroule au Yemen, où elle a déjà tué 50 000 civils et réduit la population à la famine.

inégalités. Il n'est ni amendable ni améliorable. Les travailleurs n'y trouveront jamais ni justice ni émancipation.

Le capitalisme est un océan de famine, de misère et de guerres dont émergent quelques îlots de prospérité concentrant des richesses insolentes. Où est le développement des pays pauvres que l'on nous promet depuis des décennies ? Plutôt qu'à un développement de la civilisation et de l'humanité, on assiste à un recul de la société, qui s'accompagne de multiples oppressions, religieuses, ethniques, et des horreurs perpétrées par ces aspirants dictateurs que sont les bandes terroristes qui prolifèrent aux quatre coins du monde.

En lieu et place de la paix, ce sont les tensions internationales et les guerres qui se multiplient à l'échelle de la planète. Alors que tous ceux qui ont un portefeuille bien garni peuvent passer toutes les frontières, on enlève le seul moyen que les pauvres ont de survivre : la liberté de circuler. Et on compte les migrants morts dans la Méditerranée, à Calais ou dans les Alpes. Jusqu'où allons-nous aller dans la déshumanisation ?

La minorité richissime qui trône sur l'économie mondiale est assise sur un volcan. Le capitalisme est rongé par les contradictions qui ne se résolvent qu'au travers de crises économiques de plus en plus graves. Sa réussite est basée sur une course aux profits



dangereuse et criminelle, que ce soit dans le domaine de la spéculation et de la finance, mais aussi dans les transports, l'agroalimentaire, la santé, ou dans le domaine de l'énergie et de l'environnement.

Le capitalisme pousse au chacun pour soi et l'individualisme forcé

pourrait tout y compris les relations humaines, et c'est vrai aussi dans les pays les plus riches. Personne n'y échappe, pas même quand on appartient aux classes privilégiées.

Tant qu'il n'y aura pas de réactions collectives massives qui permettront de redonner confiance dans les idées révolutionnaires, la crise, les inégalités et le chômage de masse feront le lit de l'individualisme et de la concurrence, le lit des idées racistes, de l'antisémitisme, du sexisme, des communautarismes religieux et du nationalisme. Toutes ces idées réactionnaires sont à combattre mais elles ne disparaîtront réellement que si l'exploitation laisse place à une société libre où chacun prendra sa part à la vie sociale. Que si l'on renverse l'ordre social capitaliste et si l'on établit un pouvoir ouvrier.

La nécessité d'un parti révolutionnaire

Si les gilets jaunes ont largement rejeté tous les partis institutionnalisés, leur mouvement a malgré tout soulevé la question du parti. Comment s'organiser? Quelles revendications? Quel type d'actions mener? Comment organiser ou encadrer les manifestations? Quels porte-parole? Comment les élire et les contrôler? Faut-il se présenter aux élections? Voilà autant de questions que se sont posées les gilets jaunes d'un bout à l'autre du pays sans vraiment y répondre.

Se détourner de la politique, c'est se résigner à subir la politique décidée par des partis qui se placent du point de vue du patronat et de l'ordre capitaliste. Il faut que les travailleurs se battent pour leur propre politique, une politique de classe représentant leurs intérêts matériels à court terme et leurs intérêts politiques à plus



long terme. À chaque événement politique et social, les travailleurs doivent pouvoir prendre position en fonction de leurs intérêts spécifiques d'exploités, de salariés ou de retraités modestes.

Au-delà de la défense de leurs intérêts immédiats, les travailleurs doivent contester la domination de la bourgeoisie sur l'économie et la société. Ils doivent affirmer la nécessité de renverser le capitalisme, c'est-à-dire la nécessité que la classe ouvrière exproprie la classe capitaliste, prenne le pouvoir politique et l'exerce de façon collective et démocratique.

Cette politique ne peut exister et être défendue en permanence que si un parti l'incarne. Ce parti doit se revendiquer des idées communistes révolutionnaires. Il doit reconstruire les liens de solidarité et de fraternité si précieux pour les opprimés. Un tel parti ne pourra exister qu'avec la présence de dizaines de milliers de militants de la classe ouvrière dans les entreprises et les quartiers populaires. C'est un tel parti que nous voulons construire.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Être communiste révolutionnaire, c'est militer pour que les travailleurs accèdent à la conscience que la tâche de transformer la

Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Karl Marx

société dépend d'eux. La classe ouvrière, les exploités représentent la seule force sociale qui n'a pas intérêt à la perpétuation de ce système. Les prolétaires n'ont

que leurs chaînes à perdre, disait Karl Marx. De la même façon qu'ils font aujourd'hui tourner toute la société pour le compte des capitalistes, qu'ils produisent les profits et font fructifier le capital, les travailleurs sont capables, demain, de la faire tourner pour les intérêts de la grande majorité. Ils l'ont montré, lors de la Commune de Paris de 1871 et de la Révolution russe de 1917. Aucune autre force sociale ne recèle cette force révolutionnaire et cette capacité de renverser la vieille société et d'en reconstruire une plus juste, plus rationnelle.

Comme les militants communistes révolutionnaires qui nous ont précédés, nous sommes convaincus qu'il est possible et nécessaire de construire une économie sans patrons, sans exploitation, sans classes sociales, et nous le défendons dans notre propagande quotidienne.

Nous nous inscrivons dans ce courant révolutionnaire du mouvement ouvrier convaincu que l'impulsion, l'énergie qui permettront de changer la société viendront de la classe ouvrière. Nous militons au sein du monde du travail pour que celui-ci prenne conscience de sa force et de ses capacités à transformer en profondeur la société.

Le renversement de la bourgeoisie nécessite un degré de mobilisation et de combativité exceptionnel des exploités. Dès lors que cette volonté de ne plus subir et de prendre leur sort en main les anime, tout peut aller très vite. Bien des régimes et des gouvernements bourgeois se sont effondrés en quelques jours face à des insurrections ouvrières.

La révolte populaire profonde qui a éclaté en Algérie le 22 février pour refuser le cinquième mandat de Bouteflika puis pour exiger que « le système dégage », est une nouvelle preuve des capacités des classes populaires. Longtemps résigné et fataliste face au régime de Bouteflika, avec ses privilégiés qui accaparent les richesses du pays, échaudé par une décennie de guerre civile qui avait fait plus



Le 30 mars, des travailleurs de la zone industrielle de Bejaia manifestaient contre tous les dirigeants profiteurs et corrompus, dont Sidi Saïd, principal dirigeant du syndicat UGTA.

de 100 000 morts durant les années 1990, le peuple algérien s'est révolté contre le système. L'avenir de cette mobilisation n'est pas écrit. Il dépend largement de la capacité des travailleurs qui, en Algérie comme ailleurs, font tourner toute la société, à s'organiser pour garder le contrôle de la transition qu'ils exigent. Mais cette révolte a déjà permis aux opprimés de retrouver de la dignité et de l'espoir.

Créer un pouvoir ouvrier est un combat plus difficile. Cela demande tout un cheminement et une conscience politique. Et c'est vrai à plus forte raison pour transformer la société en profondeur car le pouvoir économique et social de la bourgeoisie a des racines qui ne peuvent être arrachées par un simple décret ou changement de régime. Cela nécessite l'intervention de la grande masse des travailleurs et leur participation consciente aux événements.

«*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*», dont Marx avait fait la devise politique des exploités, n'est pas une phrase en l'air. Mais pour que la révolte se transforme



Manifestation d'ouvrières et ouvriers de l'industrie textile après l'effondrement du Rana Plaza, un immeuble de Dacca contenant plusieurs ateliers de confection qui travaillaient pour des grandes marques internationales de vêtements. Cette catastrophe avait fait plus de 1 120 morts.

en révolution, il faut des femmes et des hommes conscients des tâches à accomplir, il faut un parti communiste révolutionnaire.

On l'a vu dans le passé, les travailleurs ne furent pas les grands combats. Eh bien, il faut un parti à la hauteur de la classe ouvrière. Un parti qui se construise sur des convictions solides. Un parti qui affirme le rôle indispensable de la classe ouvrière dans la société et sa capacité à la transformer, et qui se saisit de tous les combats qui se présentent pour armer cette classe de la conscience politique.

Un parti qui continue d'affirmer fièrement sa confiance dans les capacités de la classe ouvrière à nous débarrasser de ce système pour bâtir une société meilleure.

Nathalie Arthaud
1^{er} avril 2019

Quelques-unes de nos positions

Fiscalité : « L'impôt saigne le malheureux »

« Il n'y a plus de consentement à l'impôt », s'étonnaient journalistes, ministres ou députés face aux gilets jaunes.

« Il faut une fiscalité juste », répètent partis de gauche et syndicats face aux taxes ajoutées sous prétexte de réaliser la transition écologique. Mais la seule fiscalité juste serait que les impôts soient payés par ceux à qui ils profitent. Or

les impôts sont payés massivement par les classes populaires, sous forme de TVA (la moitié des recettes de l'État), de CSG, de taxes sur le carburant, d'impôt sur le revenu, etc. Et ils profitent avant tout aux capitalistes.

On nous explique que les impôts permettent la gratuité de l'école. En fait, celle-ci n'est gratuite qu'à condition de ne pas tenir compte des fournitures scolaires et d'en exclure l'enseignement supérieur. Plus fondamentalement, si sous Jules Ferry, l'école est devenue obligatoire, c'est avant tout parce que la bourgeoisie avait besoin d'une main-d'œuvre sachant au moins lire et écrire, pour faire fonctionner ses entreprises. Adapter les diplômes et la formation professionnelle de la jeunesse aux exigences du marché du travail, autrement dit aux besoins du capital, a toujours été la rengaine des ministres de l'Éducation nationale. Accessoirement, la construction, l'entretien et les équipements des collèges et des lycées sont une manne pour des entreprises privées.

Dans la santé, financée à travers le budget de la Sécurité sociale, les usagers doivent payer le forfait hospitalier, les franchises sur les



boîtes de médicaments, les dépassements d'honoraires, des reste-à-charge sur les soins dentaires, les lunettes, tout en payant des mutuelles de plus en plus onéreuses. Si la Sécurité sociale a été mise en place, après la Deuxième Guerre mondiale, dans une période où la main-d'œuvre était rare et en mauvaise santé, c'était d'abord pour permettre à la bourgeoisie de maintenir des salaires assez bas en mutualisant les dépenses de santé des travailleurs. Aujourd'hui, ceux qui profitent de la Sécurité sociale, ce sont d'abord les laboratoires pharmaceutiques ; les entreprises qui fournissent scanners, IRM et autres bijoux technologiques ; celles qui construisent les hôpitaux et les banques qui prêtent les capitaux.

Les autoroutes, construites avec l'argent public, sont concédées à Vinci, Eiffage ou autres sociétés privées qui rackettent les automobilistes à chaque passage pour alimenter leurs profits.

L'argent des impôts arrose directement les capitalistes sous de multiples formes : 40 milliards d'euros en 2019 pour le CICE, 4 à 6 milliards par an pour le CIR, 45 milliards par an pour rembourser les intérêts des emprunts d'État, 35 milliards chaque année pour l'armée, autrement dit pour enrichir Dassault ou Thalès et défendre les intérêts de Bolloré ou Areva en Afrique, ou Lafarge en Syrie.

Tant que l'État et son budget seront entièrement au service des capitalistes et des riches, il leur appartiendra et à eux seuls de payer pour son fonctionnement.

Le protectionnisme ne protège pas les travailleurs

Que ce soit sous la forme de droits de douane, de taxes, de quotas ou de normes d'importation, le protectionnisme n'est pas conçu pour protéger les intérêts des travailleurs. Il sert à protéger de la concurrence le marché de tel ou tel patron et les débouchés de telle ou telle entreprise.

Le protectionnisme consiste à protéger les intérêts de la bourgeoisie de son pays contre la bourgeoisie des autres pays, pas du tout à protéger les travailleurs ou les classes populaires contre la bourgeoisie elle-même.

Et ce n'est pas parce que le grand patronat augmentera ses perspectives de profits que les travailleurs seront mieux traités. Les supermarchés, les entreprises de nettoyage comme toutes les entreprises de services ne sont pas menacés par des importations. Est-ce que l'emploi y est mieux protégé, est-ce que les conditions



de travail y sont meilleures ? Non. Nombre de grands groupes français prospèrent et trouvent même de nouveaux marchés à l'étranger. Est-ce que cela les conduit à embaucher, à augmenter les salaires et à relâcher l'exploitation ? Non plus.

Brandir le protectionnisme comme une solution pour les exploités est de la diversion. Pire, c'est un moyen pour nos ennemis, le grand patronat et ses serviteurs politiques, de les enchaîner derrière leur politique. Aux États-Unis, cela aboutit à enchaîner les travailleurs derrière un Trump, ennemi avéré des exploités.

En augmentant les droits de douane sur les importations en provenance de la Chine, de l'Union européenne et d'autres pays, Trump a pris le risque d'aggraver la guerre commerciale. Le protectionnisme pourrait se généraliser. Les taxes aux frontières se répercuteront alors sur les prix de toutes les marchandises importées et les travailleurs le paieront doublement. Ils le paieront une première fois en tant que consommateurs, par une diminution de leur pouvoir d'achat. Ils le paieront une seconde fois parce que la guerre commerciale entre capitalistes ne s'arrêtera pas. Elle n'en sera que plus féroce et elle sera menée avec la peau des travailleurs, appelés à être toujours plus compétitifs.

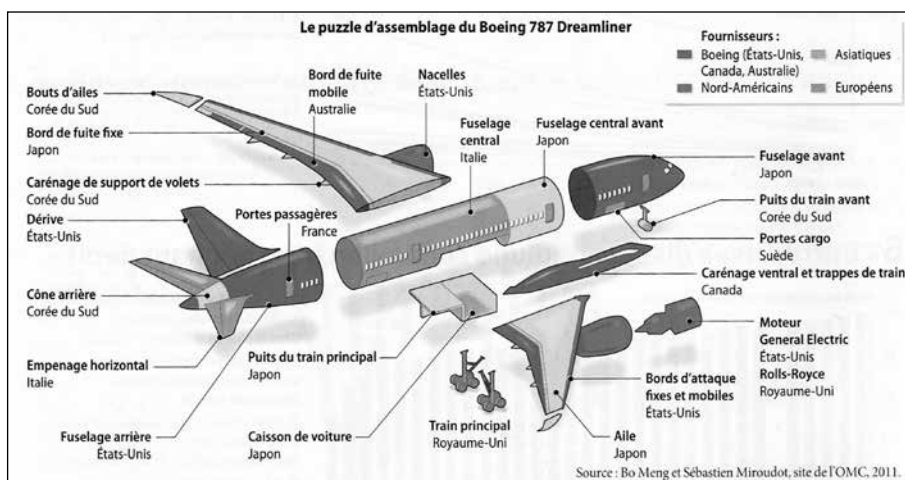
Que le protectionnisme soit défendu par un Trump, une Le Pen, ou par Jean-Luc Mélenchon ou François Ruffin, il reste une tromperie pour les travailleurs. C'est masquer derrière un prétendu intérêt national la lutte de classe qui se joue entre les exploités et les exploités.

La mondialisation, base économique du communisme

La circulation des hommes et les échanges à l'échelle de la planète sont inséparables du développement de l'humanité. Parce que les ressources sont inégalement réparties sur la Terre et du fait de la variété climatique, la mondialisation fait partie intégrante de la condition humaine.

Le capitalisme a réalisé la division internationale du travail et entrelacé étroitement les économies des différents pays. Il suffit de regarder les mille et un objets que nous utilisons au quotidien pour réaliser que la plupart ont nécessité l'intervention de travailleurs de plusieurs pays répartis sur différents continents. Qui peut imaginer dépasser le capitalisme en se coupant des échanges internationaux, des ressources naturelles, des sources d'énergie indispensables à la vie économique réparties sur toute la planète?

Nous habitons sur la même Terre, nous partageons les mers et la même atmosphère. Nous sommes tous dépendants les uns des autres. C'est pourquoi le problème n'est pas la mondialisation, c'est le capitalisme. Mettre en commun les immenses moyens de production que l'humanité a développés, gérer rationnellement à l'échelle mondiale le pétrole, les matières premières comme des biens communs à tous, faire coopérer les plus grands chercheurs à l'échelle de la planète, faire circuler les idées et la culture sans



Les pièces d'un Boeing proviennent du monde entier.

obstacle, permettre à tous et plus seulement aux riches de voyager, voilà qui ferait faire un bond en avant à toute l'humanité.

Le capitalisme a transformé la planète en une seule et unique entité économique. C'est un processus irréversible et un progrès. C'est sur cette base économique seulement qu'une organisation rationnelle et socialiste de la production est réalisable.

Contre l'oppression des femmes

Le scandale Weinstein, du nom de ce producteur américain qui imposait un droit de cuissage aux actrices d'Hollywood, a été un électrochoc dans les milieux bourgeois. Les mouvements #MeToo et #BalanceTonPorc ont témoigné des comportements les plus glauques, y compris dans les milieux censés être la fine fleur de la société. Hautes sphères politiques ou religieuses, aucun milieu n'y échappe parce qu'il ne s'agit pas seulement d'éducation et de culture : c'est une question de préjugés et de pouvoir.

Les rapports de domination et de pouvoir structurent la société capitaliste. Le plus déterminant est le rapport des classes, le rapport entre exploités et exploités, celui qui met les salariés à la merci d'un chef, d'un responsable ou d'un patron. Les femmes qui



Manifestation contre les violences faites aux femmes en novembre 2018 à Paris.

subissent de plein fouet les bas salaires, la précarité et le chômage en sont les premières victimes. Et quand on est ouvrière ou simple employée, il faut se débrouiller sans relations dans les médias, dans la police ou la justice. Il faut se battre sans argent, avec le risque de perdre son gagne-pain.

Alors oui, le combat contre les violences sexuelles s'ajoute à ceux que les travailleurs, femmes et hommes, ont à mener dans les entreprises. Car c'est l'ensemble du monde du travail, les femmes comme les hommes, qui se retrouvent affaiblis et encore plus exploités lorsqu'une fraction d'entre eux subissent une oppression supplémentaire.

Il y a deux siècles, le socialiste Fourier expliquait déjà que, dans une société donnée, le degré d'émancipation des femmes est la mesure de l'émancipation générale. Depuis, bien des luttes se sont déroulées. Pour avoir le droit de faire des études, de travailler, de voter, et pour le droit à l'avortement, il a fallu bien des combats. Ils ont contribué à faire évoluer les mentalités et il faut les poursuivre. Mais ils ne suffisent pas à éradiquer les habitudes sexistes et à déraciner les préjugés qui sont entretenus par les rapports d'exploitation inscrits dans l'organisation capitaliste. C'est pourquoi le combat pour l'émancipation des femmes est indissociable du combat pour libérer la société du capitalisme.

Migrants : des travailleurs qui doivent avoir le droit de circuler et de s'installer pour gagner leur pain

Dans toute l'Europe, les migrants sont traqués, refoulés, présentés comme des concurrents qui viendraient nous prendre notre pain.

Répéter sans cesse qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde est une façon de prêcher la fatalité. C'est aussi une façon de faire accepter le chômage, le manque de logements ou la saturation des services publics. C'est un appel à la résignation alors que le monde n'a jamais été aussi riche de possibilités.

La misère, aussi bien celle du monde que celle que nous subissons ici, ce sont nos propres dirigeants qui la fabriquent pour que la minorité capitaliste s'enrichisse, toujours et encore. Ils la fabriquent en pillant les richesses des pays pauvres partout sur la planète et en s'acoquinant avec les pires dictatures. Ils la fabriquent en Irak, en



Des migrants réduits à dormir sur des matelas, sans même un abri, porte de La Chapelle, à Paris.

Syrie, par leurs manœuvres et leurs bombes. Ils la fabriquent ici par le chômage et la précarité.

La France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, toutes les grandes puissances se sont bâties non seulement sur le pillage colonial, mais aussi grâce au travail de générations de migrants. Venus selon les époques d'Europe, du Maghreb, d'Afrique, d'Asie, ce sont des migrants qui ont creusé les mines, construit les autoroutes, percé les tunnels et fait tourner les usines, dans la sidérurgie, l'automobile. À certaines périodes, les patrons sont allés les chercher par convois entiers ; à d'autres, ils ont franchi les frontières cachés sous les trains. Aujourd'hui, bien des travailleurs qui font la plonge dans les grands restaurants, bien des agents de nettoyage ou de sécurité, bien des ouvriers sur les chantiers ont dû risquer leur vie en Méditerranée ou dans les Alpes.

Même avec la bonne carte d'identité, n'importe quel travailleur est un migrant potentiel, obligé de quitter sa ville pour aller s'installer là où il pourra trouver du travail, dans une autre région ou un autre pays. On ne compte plus les Français frontaliers de la Suisse et du Luxembourg qui émigrent pour travailler à l'étranger.

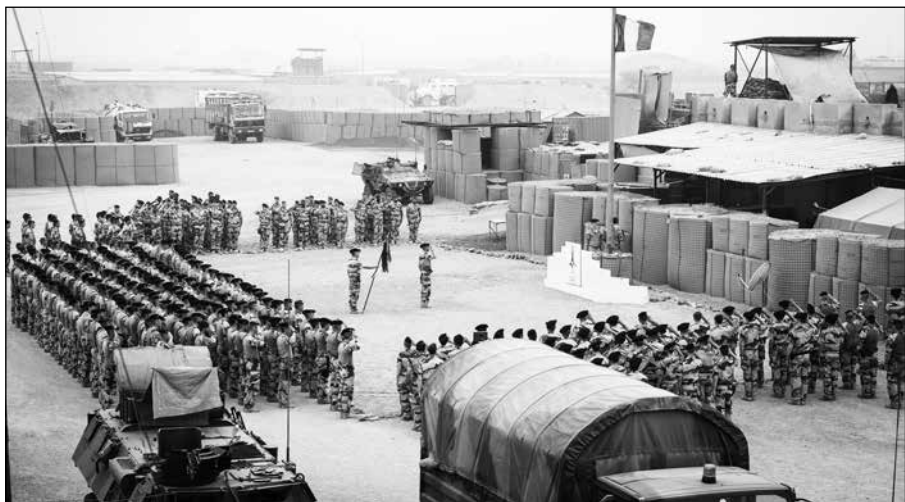
Oui, la classe ouvrière est par nature internationale, c'est ce qui fait sa richesse et sa force, parce que c'est à cette échelle qu'il faut changer le monde.

Alors, ne nous laissons pas diviser et organisons-nous au contraire pour imposer le contrôle sur les richesses que nous produisons collectivement. Affirmons pour tous les exploités de cette Terre la liberté de circulation et d'installation. Accueillons les migrants à bras ouverts. Ils ont leur place dans le combat qui est le nôtre : combattre la minorité capitaliste qui domine le monde et nous pousse dans la barbarie.

Le terrorisme, produit de l'ordre capitaliste mondial

Les attentats qui ont frappé la France et fait des centaines de victimes ont montré que les guerres, qui se déroulent à des milliers de kilomètres, finissent toujours par nous rattraper. La barbarie des terroristes et des attentats est un écho de la barbarie que subissent les populations de Syrie, d'Irak, de Libye ou d'Afrique. Là-bas, les attentats ont fait des milliers de morts, la guerre a transformé des millions de personnes en réfugiés qui ont dû tout quitter pour survivre.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, nos gouvernants veulent nous embrigader derrière leur politique guerrière et sécuritaire et nous amener à soutenir les interventions militaires au Moyen-Orient et en Afrique. Ils prétendent mener ces guerres dans notre intérêt, pour défendre notre sécurité et notre liberté, mais ils mentent.



Revue de troupes françaises au Tchad.

Depuis plus de quinze ans, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, les grandes puissances n'ont cessé d'intervenir en Afghanistan et en Irak, puis en Syrie, et au Sahel. Ils ont transformé des régions entières en champs de ruines, attisant le chaos et permettant au terrorisme de prospérer sur le terreau de la dévastation dont ils sont responsables.

Il faut refuser que ces guerres se fassent en notre nom. Ce sont des guerres pour le pétrole du Moyen-Orient, pour l'uranium du Niger, des guerres qui sont toujours menées pour le profit et jamais dans l'intérêt des peuples.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », déclarait Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale. Eh bien, rien n'a changé. L'ordre capitaliste mondial, c'est toujours et plus que jamais quelques grands groupes industriels et financiers qui mettent la planète en coupe réglée et qui se livrent à une guerre permanente pour le partage du butin.

Pour refuser la barbarie et ses différentes manifestations les plus monstrueuses, il faut combattre la société qui l'engendre, combattre pour le renversement du capitalisme.

Écologie : la véritable menace contre l'environnement et la planète, c'est le capitalisme

Nicolas Hulot, qui a servi de caution verte à Macron pendant un an, s'est lassé des formules creuses et des grands-messes sur l'environnement et a démissionné. À cette occasion, il a dénoncé la mystification des « petits pas » quand il y a une urgence environnementale et climatique. C'est un constat que l'on peut tous faire. Oui, l'humanité court à la catastrophe, une catastrophe connue et annoncée. L'inaction des dirigeants politiques au pouvoir, c'est aussi ce que dénonce la jeunesse qui a manifesté en masse dans de nombreux pays à l'initiative d'une lycéenne suédoise.

Qu'il s'agisse de l'environnement ou du chômage, les politiciens sont incapables de trouver quelque solution que ce soit, pour la simple raison qu'ils sont les serviteurs des grands groupes capitalistes à l'origine de ces catastrophes.

Car nous ne sommes pas tous également responsables de la dégradation de l'environnement. Ce sont les grands groupes capitalistes qui détiennent les manettes de l'économie, qui décident de



Manifestation de jeunes contre le réchauffement climatique.

l'organisation de la production, de l'énergie, des transports, du BTP. Tant que l'on accepte leur mainmise sur l'économie, les discours sur la lutte contre le réchauffement climatique, sur la sauvegarde de la mer ou les énergies renouvelables resteront lettre morte.

Pour que les capitalistes acceptent de se préoccuper de l'écologie, il faut que cela leur rapporte. L'écologie fait maintenant partie de la stratégie publicitaire : c'est à qui sera le plus « vert », le plus soucieux de développement durable. Pour d'autres, l'écologie a été l'occasion de trouver de nouveaux marchés. Les politiques écologiques des gouvernements se réduisent en définitive à créer des taxes qui pèsent sur le budget des plus pauvres et à distribuer des subventions et des aides aux entreprises au nom de la transition énergétique, comme ils le font au nom de la compétitivité ou de l'emploi.

Sur toutes les questions écologiques, une politique concertée et planifiée à l'échelle de la planète est nécessaire. Or le propre du capitalisme est que rien n'est organisé, concerté, anticipé et planifié à l'échelle de la société. C'est le règne de la concurrence et de l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général. Seules les lois du marché et la recherche du profit inspirent les décisions des capitalistes. Les problèmes écologiques l'illustrent : il est urgent d'enlever aux groupes privés la direction de l'industrie, des transports, et d'organiser l'économie de façon rationnelle, planifiée, pour répondre aux besoins du plus grand nombre, tout en préservant l'environnement.

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire:

- par courrier à notre siège central:

Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

- par e-mail:

contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

Visitez notre site Internet : www.lutte-ouvriere.org



Supplément gratuit à Lutte ouvrière n° 2645 du 12 avril 2019

Imprimé par IMS - 93500 Pantin